

-----  
**Commune de BIERNE**



**ARRÊTÉ MUNICIPAL TEMPORAIRE**

**A compter du 7 avril 2026**

Portant réglementation de la circulation

**Le Maire de la Commune de BIERNE,**

**VU** la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales modifiées ;

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2213-1 à L 2213-4 ;

**VU** le Code de la Route et notamment les articles R110-1 et suivants, R411-5, R411-9, R411-18 et R411-25 à R411-28 ;

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I, quatrième partie – signalisation de prescription) approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifié et complété ;

**VU** la demande présentée par **Monsieur DEMERSSEMAN, propriétaire de la parcelle sis 23 rue de l'Eglise à BIERNE**

**CONSIDERANT** que pour permettre **les travaux de terrassement et de pose d'enrobé devant son domicile** et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise ou des personnes chargées de leur réalisation et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

**ARRETE**

**ARTICLE 1**

La circulation sera temporairement réglementée, dans les conditions définies ci-après. Cette réglementation sera **applicable à compter du 7 avril 2026 pour une durée de 40 jours calendaires, devant le numéro 23 rue de l'Eglise**

- **Le stationnement sera interdit au droit des travaux**
- **La pose d'une benne d'évacuation de gravats et le stationnement de véhicule de chantier sont autorisés**

**ARTICLE 2**

La signalisation au droit et aux abords du chantier, ainsi que la signalisation pour la déviation seront mises en place, maintenues en permanence en bon état, adaptées pendant les interruptions et enlevées à la fin des travaux, sous contrôle des services de la commune, par le demandeur.

**ARTICLE 3**

Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur.

**ARTICLE 4**

Conformément à l'article R102 du code des tribunaux administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de sa publication.

**ARTICLE 5**

Monsieur le Maire de Bierne,  
Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Hoymille  
Le demandeur, et le bénéficiaire,  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté

**ARTICLE 6**

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :  
Département du Nord, service voirie  
Brigade de Gendarmerie de Hoymille  
Centre de Secours de Bergues  
Communauté de Commune des Hauts de Flandre



Bierne, le 31 mars 2026

**Le Maire**

**Jean Jacques VERHAEGHE**